

Les patrons et le gouvernement à l'offensive contre nos emplois

L'USINE DE PSA AULNAY EN GRÈVE

Les ouvriers d'Aulnay se sont mis en grève hier (mercredi) matin. Aucune C3 n'a été produite. Ils étaient près de 600 en grève sur la journée, et aujourd'hui jeudi le mouvement se poursuit et se renforce.

Que réclament-ils ? Des discussions sérieuses sur le « volet social » C'est-à-dire :

- Des préretraites dès 55 ans,
- La garantie d'un vrai CDI, alors que toutes les propositions actuelles de la direction sont plus que fumeuses, insuffisantes en nombre et en garanties.

Voilà le « plan social » exemplaire annoncé par Varin ! Il est exemplaire dans la volonté de fermer une usine, jeter des milliers de travailleurs à la rue avec le minimum. Mais les salariés d'Aulnay sont décidés à se battre.

Notre intérêt à Mulhouse, c'est aussi de nous défendre et de nous préparer à réagir.

PSA

8000 suppressions d'emplois ont été annoncées en juillet dernier, dont la fermeture d'Aulnay, la suppression d'un emploi sur quatre à Rennes, et de 3600 dans les autres usines du groupe.

Cela devenait en décembre, de l'aveu-même de la direction, 11200 emplois en moins d'ici juillet 2014.

Ce qui amènerait l'effectif PCA France à passer de 67000 en mai 2012 à 56000 en juillet 2014, soit 31800 suppressions d'emplois en dix ans.

En juillet, PSA faisait signer par le chantage un accord de compétitivité-emploi par 3 syndicats sur le site de SEVELNORD qui entraîne un blocage des salaires, des baisses de primes, des dépassements d'horaires, des mutations ou des prêts obligatoires sous menace de licenciement etc. Le chantage était : *acceptez nos conditions sinon le prochain véhicule sera fait ailleurs !*

Aussitôt des dirigeants de PSA annonçaient leur intention d'étendre ce genre d'accord aux autres sites.

RENAULT

Pour la direction qui a fait signer un accord de recul social en Espagne (27% de salaire en moins pour les nouveaux embauchés), il s'agit de mettre en place les mêmes accords en France. Le chantage est simple : *« Acceptez de remettre en cause vos droits, de baisser vos salaires, d'augmenter vos horaires, sinon, on devra fermer des usines et licencier ».*

Déjà, les conditions de Renault sont fixées : *Faire accepter des mobilités d'une usine à l'autre sans indemnité (jusqu'à 1h30 de transport) le refus entraînant le licenciement. Faire accepter la perte d'une grande partie des RTT, et l'allongement des horaires. Et Renault n'a pas encore tout annoncé...notamment sur les salaires.*

Cela protégerait contre le licenciement ?
Non ! Renault a annoncé mardi 7500 suppressions d'emplois d'ici 2016 ! Cela a

provoqué des arrêts de travail dans plusieurs usines Renault mercredi.

Des « accords » contre nos emplois

✓ Autant à PSA qu'à Renault, c'est la politique du chantage à l'emploi que les patrons utilisent pour faire accepter des reculs de plus en plus importants.

Et cela, on le voit, sans la moindre garantie que ces reculs permettraient de sauvegarder les emplois.

On a déjà vu chez Bosch et Continental ce que valaient ces promesses. Tout ce que les patrons veulent garantir, c'est leurs profits, mais certainement pas nos emplois.

✓ Le gouvernement vient d'obtenir la signature du Medef (patrons) et de la CFDT,

CFTC et CFE-CGC pour généraliser les accords dits de « maintien dans l'emploi » ou de « compétitivité », c'est-à-dire généraliser un accord comme celui de Sevelnord ou celui que Renault veut mettre en place. Ce qui vient d'être signé, c'est ni plus ni moins ce que Sarkozy voulait mettre en place avant les élections...

Nous reviendrons prochainement sur le contenu de ce texte de recul social inconnu depuis plus de 30 ans, qui remet en cause sur le plan national les droits des salariés, qui facilite les licenciements, qui augmente la flexibilité, qui diminue le « coût » des licenciements pour les patrons, qui leur permet de se protéger juridiquement contre les contestations des syndicats et des salariés.

ARRÊT DE TRAVAIL EN FONDERIE

Mercredi 16 janvier, plusieurs magasiniers caristes du MPF (Magasin Pièces Finies) de Fonderie ont cessé le travail pendant près de 2 heures, soutenus par la CGT.

Après avoir signé une pétition, ils étaient décidés à se faire entendre pour réclamer :

- Une meilleure organisation du magasin et en conséquence, une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Le passage dans la filière professionnelle (ainsi que cela existe notamment pour les

magasiniers ou les caristes dans certains secteurs de Forge ou de CPL).

Ils ont été reçus par la direction de Fonderie, qui a été obligée de les écouter alors que cela faisait des mois que ces salariés remontaient leurs problèmes sans que rien ne change.

Même si pour le moment la direction se contente de belles paroles face aux revendications des salariés, ceux-ci sont bien déterminés à ne pas se laisser endormir, et à continuer à défendre leurs revendications.

CA SE DISCUTE EN CE MOMENT...

▪ La direction semble avoir le projet de fermer les 4 selfs du site d'ici le mois de septembre, et de rouvrir celui du Building (actuellement fermé).

✓ Quel avenir pour les salariés d'Eurest ?

✓ Quelle possibilité pour les salariés qui fréquentent actuellement les selfs de se restaurer encore de manière correcte ?

✓ Quel intérêt, en plus, de laisser ouvert uniquement celui du Building (éloigné de tous

les ateliers), si ce n'est dans le seul but d'empêcher les ouvriers de s'y rendre ?

▪ Il se dit également que la suppression des lignes de bus en horaire de journée est à l'étude pour le mois de septembre.

Vu le prix des carburants, il est impensable que la direction force tous les salariés à utiliser leur voiture pour se rendre au travail.

Sur ces 2 sujets, la CGT demandera des explications à la direction lors du CÉ du 29 janvier.